

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)



OBJET DU MARCHÉ :

**Marché de prestations de coordination de sécurité et
de protection de la santé (CSPS)**

**Projet de réutilisation de
l'ancienne chaufferie de la
Doua**

MAITRE D'OUVRAGE :

COMUE UNIVERSITÉ DE LYON Saint-Etienne

92 RUE PASTEUR
CS 30122
69361 LYON CEDEX 07

Sommaire

Article I.	Objet du marché.....	4
I.1	Caractéristiques générales	4
I.2	Enveloppe financière	4
I.3	Calendrier prévisionnel général	4
I.4	Contexte du site	5
I.4.1	Présentation de la COMUE Lyon St-Etienne	5
I.4.2	Le campus LyonTech la Doua.....	5
I.4.3	Le bâtiment.....	6
I.5	Présentation de l'opération	10
I.5.1	Schéma directeur universitaire	10
I.5.2	LyonTech la Doua 2035.....	10
I.5.3	Contrat plan Etat-Region (CPER).....	11
I.5.4	Organisation de la conduite de projet.....	11
Article II.	Périmètre.....	13
II.1	Périmètre spatial	13
II.2	Mission de maitrise d'œuvre de démantèlement.....	13
II.3	Mission de maîtrise d'œuvre de réhabilitation	14
II.4	Mission de maîtrise d'œuvre urbaine	15
II.5	Installations classées pour l'environnement.....	15
II.6	Bureau de contrôle	15
II.7	OPC	15
II.8	Autres intervenants	15
II.9	Compétences et coordination	15
II.10	Découpage du marché	16
II.11	Réalisation de prestations similaires.....	16
Article III.	Descriptif de la mission	17
III.1	Objet de la mission	17
III.2	Phases d'intervention.....	18
III.2.1	Phase A : prestations pendant la phase de conception	18
III.2.2	Phase B : prestations pendant la période de réalisation et de réception des travaux.....	23
III.2.3	Phase C : Spécificités liées aux travaux en site occupé	28
III.2.4	Autorité du coordonnateur SPS	29
III.2.5	Conditions d'exécution.....	30
III.2.6	Désignation du CSPS par le titulaire	30
Article IV.	Pièces contractuelles du marché.....	31

Article V. Durée et délais d'exécution du marché	31
Article VI. Protection des données à caractère personnel - RGPD	31
Article VII. Prix du marché.....	31
VII.1 Éléments du prix.....	32
VII.2 Révision du prix	32
Article VIII. Mise en œuvre du marché	32
Article IX. Constatation de l'exécution des prestations.....	33
IX.1 Nature des opérations de vérification.....	33
IX.2 Délai de vérification.....	33
IX.3 Point de départ du délai pour les opérations de vérification	33
IX.4 Présence du titulaire	33
IX.5 Décisions après vérification.....	33
IX.6 Achèvement de la mission	33
Article X. Avance	33
Article XI. Modalités de règlement des comptes.....	34
XI.1 Périodicité, date d'exigibilité, facturation et paiement des acomptes	34
XI.2 Remise des demandes de paiement	35
XI.3 Contenu des demandes de paiement	35
XI.4 Répartition des paiements	36
XI.5 Délai de paiement	37
XI.6 Acceptation de la demande de paiement	37
XI.7 Contestation	37
Article XII. Délais de remise des livrables - Pénalités.....	37
XII.1 Délais de remise des livrables	37
XII.2 Pénalités	39
Article XIII. Assurances.....	40
Article XIV. Lutte contre le travail dissimulé	40
Article XV. Régime des connaissances antérieures et des résultats	41
Article XVI. Exécution aux frais et risques du titulaire	41
Article XVII. Résiliation du marché.....	41
Article XVIII. Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger.....	41
Article XIX. Dérogations au C.C.A.G. - Prestations intellectuelles.....	41
Article XX. Base documentaire.....	41

Article I. Objet du marché

I.1 Caractéristiques générales

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.P.) est relatif à la phase de réhabilitation du projet immobilier de la Chaufferie de la Doua sur le campus LyonTech la Doua (69) de la Communauté d'Universités et d'Etablissements Lyon Saint-Etienne (ComUE). Cette opération comprend notamment:

- Une phase de démantèlement, dépollution ;
- Une phase de réhabilitation
- Une phase de préfiguration ;
- De potentiels phases de programmations futures.

Les opérations de démantèlement et de réhabilitation devraient être classée en niveau 1 au sens du code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs doit être organisée pour les travaux de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette coordination est organisée tant au cours de la phase conception qu'au cours de la phase de réalisation.

Le présent marché intervient dans le cadre de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

I.2 Enveloppe financière

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est de 8,5 M€ HT répartis de la manière suivante :

- Démantèlement, dépollution : 2,5M€ HT ;
- Réhabilitation du bâtiment : budget provisoire : 5,6 M€ HT ;
- Aménagements paysagers : budget provisoire : 400k€ HT ;

I.3 Calendrier prévisionnel général

Le calendrier prévisionnel du projet est le suivant :

Projet de démantèlement :

- 2025 : Etudes de maîtrise d'œuvre et démarrage des travaux préalables (mise en sécurité, nettoyage)
- 2026 : Travaux de dépollution, renforcements structurels, démantèlement.

Durée prévisionnelle des travaux :

- Travaux de mise en sécurité : 2 mois
- Travaux de démantèlement : 12 mois (période de préparation et réception incluse)

Projet de réhabilitation :

- 2025 : Finalisation des programmes, lancement des études de MOE ;
- 2026 : Etudes de maîtrise d'œuvre, mise au point du phasage opérationnel définitif ;

- Deuxième semestre 2026 : Consultation des entreprises ;
- Second semestre 2027 – second semestre 2028 : Travaux de réhabilitation et aménagements paysagers
- fin 2028 : Livraison, emménagements définitifs et mise en services des bâtiments, déménagement de la préfiguration vers le bâtiment livré.

Durée des travaux :

- 3 mois de préparation
- 12 mois de travaux
- 3 mois de réception

I.4 Contexte du site

I.4.1 Présentation de la COMUE Lyon St-Etienne

Située sur le territoire de la Métropole de Lyon, l'Université de Lyon est une communauté d'universités et établissements de Lyon Saint-Étienne qui fédère onze établissements d'enseignement supérieur et de recherche, quatre universités, les grandes écoles de Lyon et de Saint-Étienne, et le CNRS.

I.4.2 Le campus LyonTech la Doua

La chaufferie du campus universitaire de la Doua se situe au 10 avenue Albert Einstein à Villeurbanne.

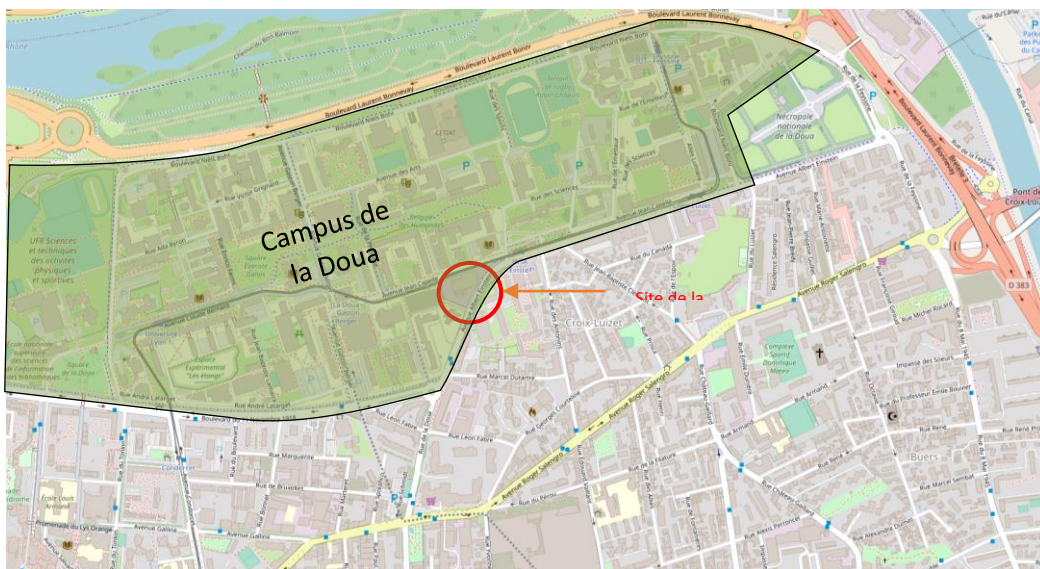


Figure 1 - Plan de situation

I.4.3 Le bâtiment

I.4.3.1 Cadastre

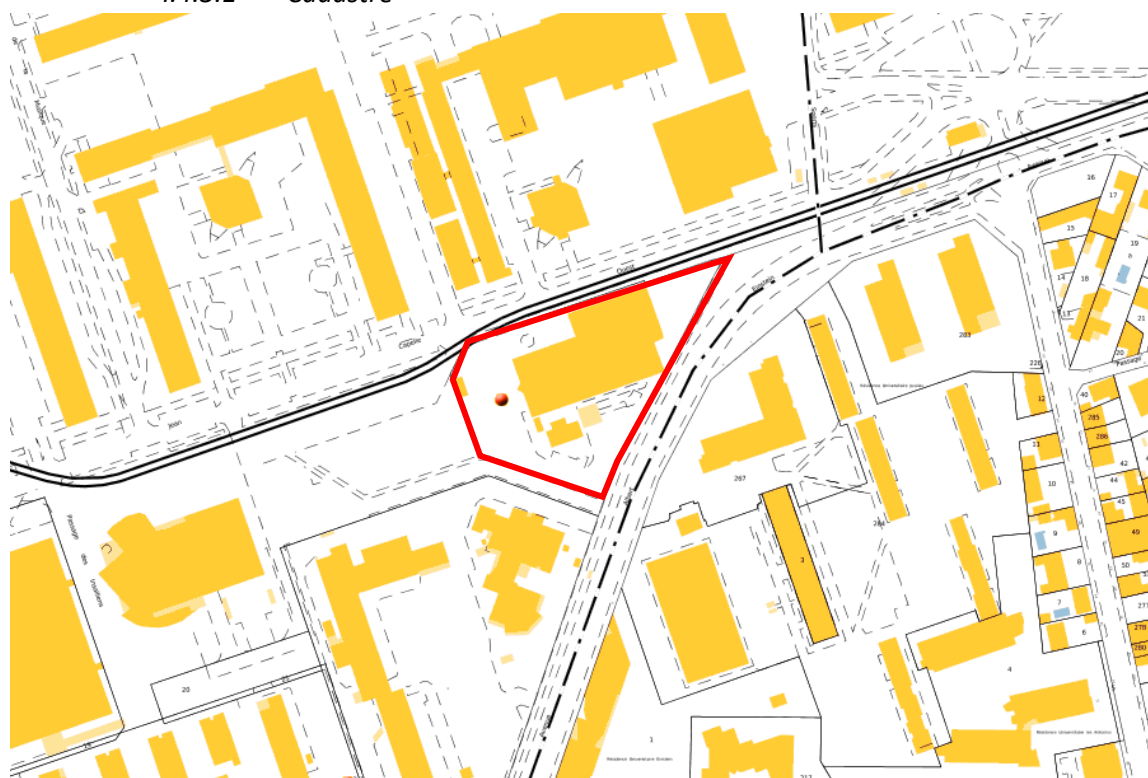


Figure 2 - Plan cadastral

Le tènement de la chaufferie fait 6 484m² et la référence cadastrale est 000 AE 7, Zonage USP du PLU-H, zone d'équipements d'intérêt collectif et pour services publics.

I.4.3.2 Historique et composition du bâti

Le bâtiment a été construit en 1958 par un premier bâtiment de forme rectangulaire et de 13m de haut, dessiné par Perrin Fayolle, aucun permis de construire de l'époque n'a été retrouvé.

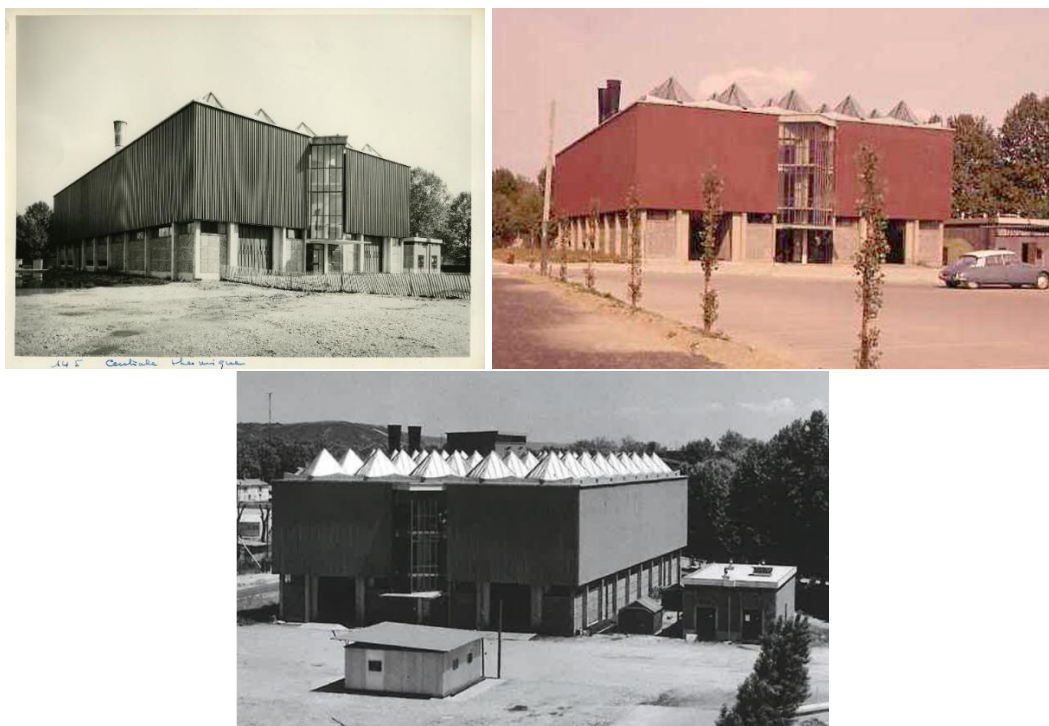


Figure 3 - Photos de la chaufferie avant extension – Entre 1958 - 1963

Les besoins en chauffage ayant rapidement augmenté, une extension a été réalisée en 1967 sur les parties Nord-Est du site (PC 54169 – Perrin Fayolle). Ce bâti, appelé Cathédrale dans le projet, a été utilisé pour deux chaudières charbon de grande taille.



Figure 4 - Vue de l'extension de 1967



Figure 5 - Vue aérienne juillet 1967 (IGN remonter le temps)

Le bardage métallique, les systèmes de convoyeurs et de traitement des fumées a été mis en place entre 1982 et 1984.

Une dernière modification importante a été apporté en 2002 pour le passage au gaz du site et l'abandon définitif du charbon (PC692660238 - Pierre Piessat).

La partie gaz s'est alors concentré dans le plus ancien et plus petits des deux bâtiments. Les deux bâtiments sont alors séparés par un mur rendant la partie cathédrale complètement désaffectée. Le bâtiment d'origine a alors servi pour faire du chauffage gaz jusqu'en 2020 et de la cogénération au gaz jusqu'en 2009.

Le permis de construire prévoyait le démantèlement d'une grande partie des installations extérieurs charbon, ces travaux n'ont jamais été réalisés.

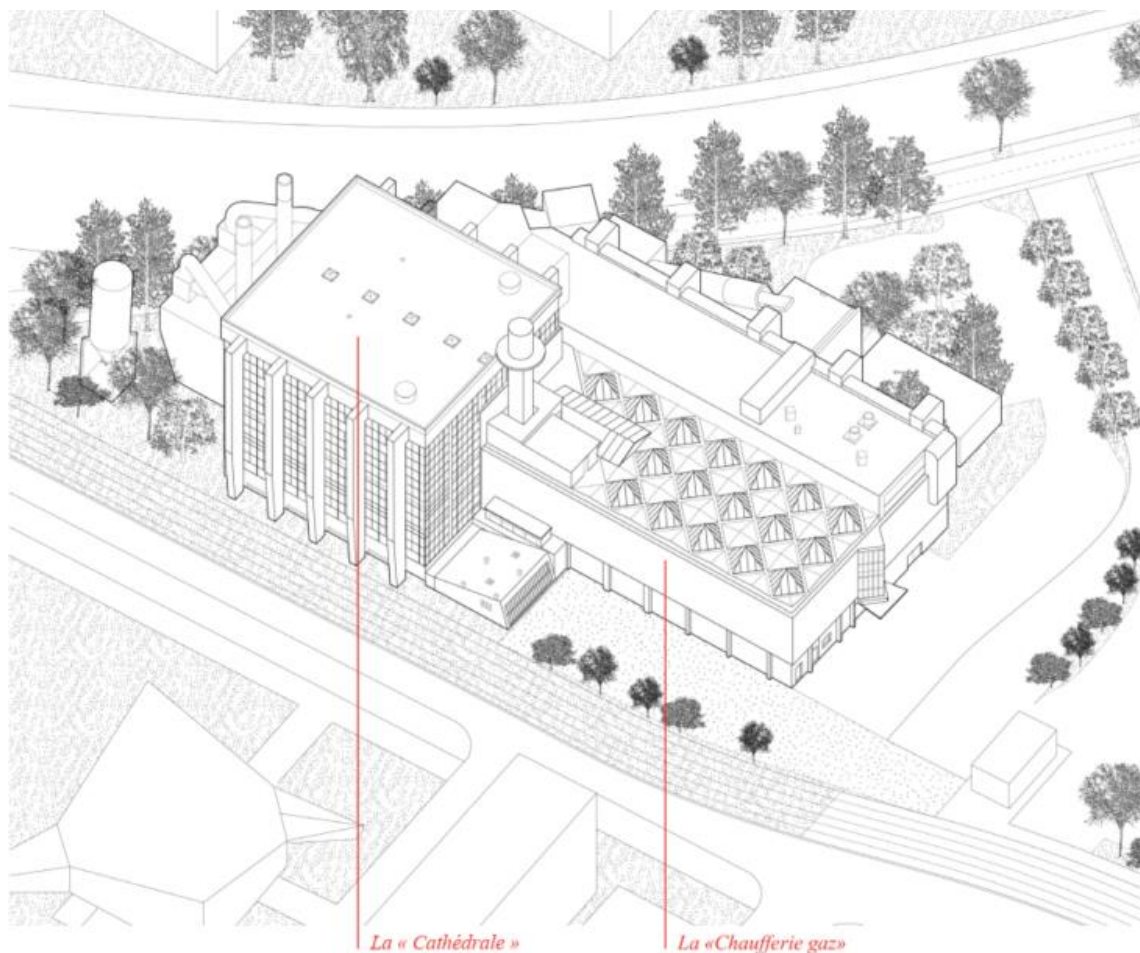


Figure 6 - Plan de repérage des bâtis (étude TVK)



Figure 7 - Plan de repérage des zones du site (EDL Ingéos)

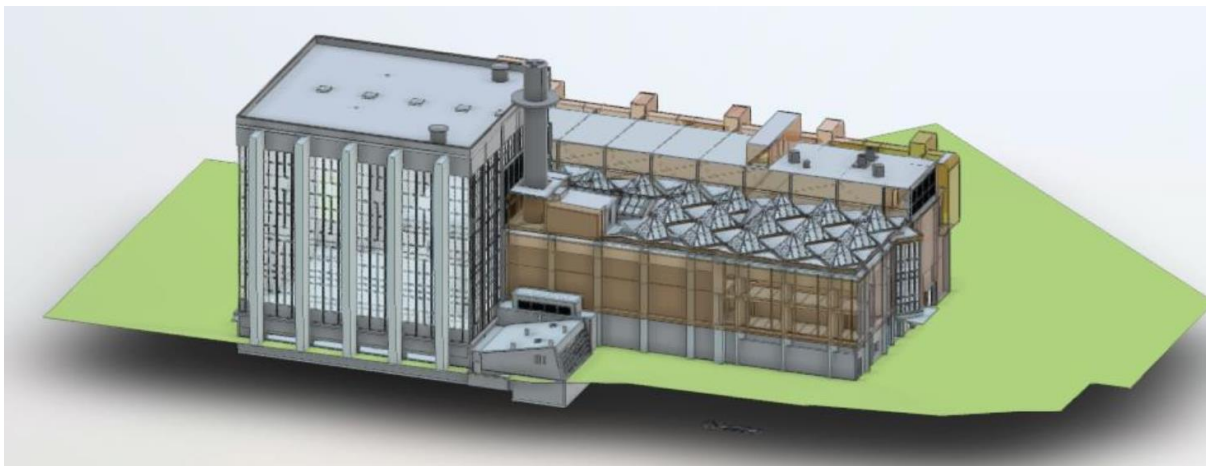


Figure 8 - Vue 3D du bâtiment existant aujourd'hui (maquette en annexe)

Le site est sécurisé par une clôture et un système de vidéosurveillance des parties les plus dangereuses.

1.4.3.3 Archives

Il n'existe aucune archives des permis de construire du bâtiment de 1958. Aucun plans d'EXE n'ont pu être retrouvé dans les archives (départementales et municipales), seuls les plans projets de l'extension sont disponibles aux archives départementales.

1.4.3.4 Historique administratif

Le site a fait l'objet de demandes d'autorisations sur plusieurs régimes ICPE. Une étude historique a été réalisé par Ingérop dans le cadre de sa mission d'AMO pour accompagner l'UDL dans la cessation des activités du site. Voir l'historique détaillé en annexe.

1.5 Présentation de l'opération

1.5.1 Schéma directeur universitaire

Le Schéma de Développement Universitaire – Ambition 2030 a été validé par le Conseil métropolitain du 12 décembre 2022 et par le Conseil d'administration de la ComUE Université de Lyon le 13 décembre 2022. Cette étape conclut plus d'une année de co-construction d'une nouvelle ambition pour la Métropole de Lyon en matière d'Enseignement supérieur, de Recherche et de Vie étudiante. Elle intègre les nécessaires grandes transitions – écologique et solidaire, économique et numérique, démocratique - en faveur de la transformation du territoire et du bien-vivre de notre communauté universitaire : étudiants, enseignants-chercheurs et personnels. C'est dans ce cadre que le projet de réhabilitation financé par le CPER est ancré.

1.5.2 LyonTech la Doua 2035

Le campus de la Doua finalise une période importante de renouvellement dans le cadre de LyonTech la Doua 2020, comprenant en particulier le plan campus qui a réhabilité 22 bâtiments du campus. Une nouvelle dynamique des différents acteurs locaux du campus se place dans la continuité de ces projets.

En particulier, l'arrivée de deux nouvelles lignes de tram (T6 depuis le sud et T9 depuis Vaulx-en-velin) et d'une voie lyonnaise de vélo d'ici 2026 accentue l'accessibilité en mode doux et la volonté commune de désimperméabiliser le campus.

Dans ce cadre, une maîtrise d'œuvre urbaine a été désignée en 2024 pour assister les établissements du site à construire un nouveau schéma directeur bâtimentaire et urbain.

Le projet de réhabilitation de la chaufferie est un lieu de convergence des différents intérêts des acteurs du site :

- Faire un éco-campus démonstrateur
- Faire rayonner les savoirs du campus
- Soutenir la recherche et le développement en matière d'écologie
- Ouvrir le campus sur la ville
- Développer les offres de services du campus

I.5.3 Contrat plan Etat-Region (CPER)

Dans le cadre du CPER 2021-2027, l'Etat et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, en lien étroit avec les territoires et les acteurs de la recherche et de l'innovation, ont décidé de soutenir des opérations autour de 7 priorités thématiques et localisées sur 4 sites.

C'est ainsi qu'une enveloppe de plus de 386 M€ (225 M€ de la part de l'Etat et 160,67 M€ de la part de la Région, hors part des collectivités locales) a été attribuée aux projets de l'enseignement supérieur, de la recherche de l'innovation.

L'Université de Lyon a reçu une dotation dans le cadre du projet de réhabilitation de la chaufferie après démantèlement.

I.5.4 Organisation de la conduite de projet

I.5.4.1 Maîtrise d'ouvrage

La ComUE Lyon Saint-Etienne, personne publique, est le maître d'ouvrage de cette opération.

Le chef de projet de la ComUE Lyon Saint-Etienne sera l'interlocuteur privilégié du titulaire sur tous les aspects opérationnels tout au long de sa mission.

La ComUE Lyon Saint-Etienne (MOA)

92, rue Pasteur

CS 30122

69361 Lyon cedex 07

Interlocuteur ComUE - Chef de projet réutilisation : Rémi Pelé

I.5.4.2 Comités de pilotage (COPIL)

Un comité de pilotage assure la gouvernance politique du projet. Il est composé de :

- Un représentant de la ComUE Lyon Saint-Etienne en tant que Maître d'ouvrage ;
- Des représentants des Universités et écoles du site concernés par l'un des projets de recherche ou de service :
 - Un représentant de l'Université Lyon 1 ;
 - Un représentant de l'Université Lyon 2 ;
 - Un représentant de l'INSA de Lyon ;
- Un représentant de chacune des collectivités participant au financement de l'Opération :
 - Un représentant de la Métropole de Lyon ;
 - Un représentant de la ville de Villeurbanne ;
 - Un représentant du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ;
 - Un représentant du ministère de la Culture ;
 - Un représentant de la Région AURA.

Le comité de pilotage exercera les compétences suivantes :

- La validation du Programme Technique Détaillé,
- La validation de l'AVP
- La validation du PRO
- La validation de l'enveloppe prévisionnelle des opérations

1.5.4.3 Comités techniques (COTECH)

Un comité technique assure le suivi opérationnel du projet. Il est composé de :

- Du titulaire,
- Selon les sujets d'un représentant des membres du COPIL,
- Selon les sujets un représentant des différentes maîtrises d'œuvre

Le cas échéant le Comité Technique est élargi à d'autres acteurs du projet (COMDIR) qui seront associés au moment opportun. Seront notamment associés les représentants des usagers du campus et l'agent comptable de l'établissement.

Un représentant régional de la Direction Immobilière de l'Etat sera aussi convié dans le cadre de la labellisation du projet.

Le comité technique exerce notamment les compétences suivantes :

- Le suivi des études de programmation ;
- Le suivi des étapes intermédiaires d'études de maîtrise d'œuvre ;
- La validation des adaptations non substantielles du programme et des répartitions de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- La validation de la restitution finale.

Article II. Périmètre

II.1 Périmètre spatial

Le périmètre de l'opération concerne le site de la Chaufferie.

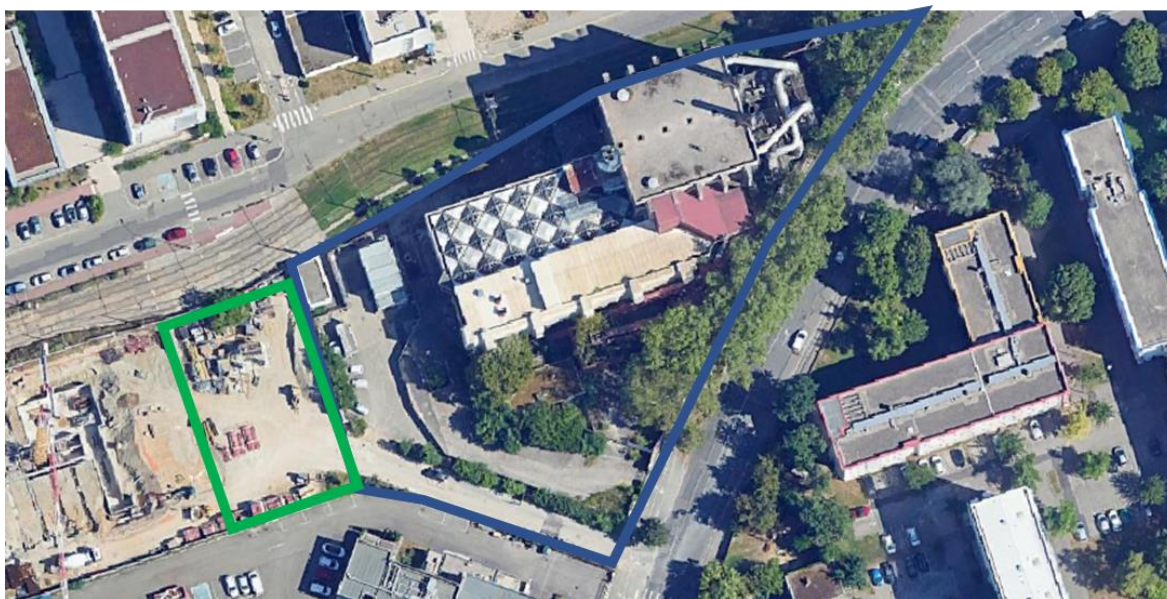


Figure 9 : Périmètre et limites de l'accord-cadre

En bleu : le périmètre du tènement de la chaufferie lieu de la réhabilitation et des programmations futures.

En vert : le périmètre du tènement du parking de l'INSA sur lequel interviendra la Moe urbaine exclusivement.

II.2 Mission de maîtrise d'œuvre de démantèlement

Le bâtiment est actuellement en friche industrielle, la dernière exploitation ayant cessée début 2020, mais les équipements sont toujours présents sur l'ensemble du site (ancien process charbon, anciens moteurs cogénérations, chaudière gaz, etc.).

Une mission de maîtrise d'œuvre concernant le démantèlement, le désamiantage, la dépollution et la réparation des bétons existants a été confié à un groupement de maîtrise d'œuvre.

Ce groupement est composé de :

- Ingeos mandataire – Désamiantage, démantèlement, sites & sols pollués, étanchéité de toitures
- IEC – GC cotraitant – Expertise et préconisation structurelles
- Cycle-up cotraitant – Diagnostic PEMD / Ressources - Suivi du réemploi ex-situ
- Agile bâtiment cotraitant – OPC démantèlement

Cette équipe de maîtrise d'œuvre a pour missions de viabiliser le site avant intervention des travaux de réhabilitation du présent marché.

Les travaux bâtiment faisant partie de leur périmètre d'intervention sont les suivants :

- Reprise des toitures dans une optique de protection des ouvrages en phase transitoire, aucun isolant ou reprise des ouvrants n'est pour le moment prévu.

- Réparation des éléments bétons abîmés (passivation des aciers, reprises béton, confortement ou remplacement d'éléments irréparables ou dangereux). Ces travaux se font à hypothèses de charges constantes, l'étude de stabilité et en particulier de justification sismique fait partie du marché de maîtrise d'œuvre de réutilisation.
- Protection des ouvrages avant tuilage avec l'équipe travaux du projet de réutilisation si les plannings ne se suivent pas.
- La dépollution, le désamiantage, le déplombage du site
- Nettoyage de l'ensemble du site (en particulier lié au risque de dissémination des maladies animales)
- Le démantèlement du process industriel et revalorisation ou traitement des déchets
- Renfort mécanique de certains éléments du process que l'équipe du projet de réutilisation souhaiterait conserver.
- La mise en sécurité du site en phase chantier de démantèlement.

Les travaux extérieurs concernent :

- Démolition des éléments d'enrobés
- Dépollutions des sols
- Protections d'enceinte, reprise ou réparation
- Viabilisation de la parcelle
- Protection des arbres conservés et élagages nécessaires aux travaux
- Préparation des supports pour le PIC démantèlement et la future base vie projet de réutilisation

II.3 Mission de maîtrise d'œuvre de réhabilitation

Le marché de maîtrise d'œuvre est prévu d'être lancé en janvier 2025. Il s'agira d'un accord-cadre comprenant les missions de :

- Synthèse des programmations ;
- Etudes d'avant-projet (AVP) / Dossier(s) relatif(s) au(x) autorisation(s) administrative(s) ;
- Etudes de projet (PRO) / Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises/entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA) / Participation à la cellule de synthèse ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) .

Missions complémentaires :

- Coordination en Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) ;
- Etudes d'Exécution (EXE1 ou 2, non défini à ce stade) ;
- Mission BIM ;
- Mission mobilier et signalétique ;
- Mission éclairagisme de bâtiment public.

Le programme de réhabilitation à ce stade est défini comme suivant :

- Création d'un ERP à usage d'enseignement, de recherche, de médiation et de service d'une surface pouvant aller jusqu'à 4500m² de SDP.
- Réhabilitation de l'ensemble de l'enveloppe du bâtiment
- Aménagements paysagers des abords

II.4 Mission de maîtrise d'œuvre urbaine

Une mission de maîtrise d'œuvre urbaine a été confiée en mars 2024 à un groupement d'entreprise composé de :

- Mandataire architecte - TVK
- Cotraitant 2 : BET Environnemental - EODD Christophe
- Cotraitant 3 : Paysagiste - OLM
- Cotraitant 4 : Ingénierie VRD, Génie civil et infrastructure, Économie de la construction - AIA INGENIERIE
- Cotraitant 5 : Eclairagiste - Agence ON Conception Lumière
- Cotraitant 6 : Concertation, Communication, Programmation, Sociologie - L'EFFET URBAIN
- Cotraitant 7 : Sécurité-sécurité - CRONOS CITY LAB

Ce groupement a pour missions :

- De construire et rédiger un schéma directeur urbain et bâtementaire horizon 2035 pour le campus Lyon-Tech la Doua,
- De réaliser la concertation auprès des différents acteurs pour animer le travail autour du schéma directeur,
- De rédiger des prescriptions urbaines et architecturales pour les projets bâtementaires du campus
- De concevoir et aménager les espaces non bâtis (espaces « publics ») du campus

Dans ce cadre, le titulaire sera amené à intégrer les données des projets connexes du campus Lyon-Tech La Doua.

II.5 Installations classées pour l'environnement

Le site est composé de plusieurs Installation Classée Pour l'Environnement aux titres de l'ancienne exploitation charbon et de l'ancienne exploitation gaz.

La ComUE est assisté dans la procédure de cessation d'activités du site, sa mise en sécurité et son dossier de mémoire en réhabilitation par des AMO tierces.

Dans ce cadre le titulaire devra respecter prendre en compte les contraintes transmises par l'AMO ICPE.

II.6 Bureau de contrôle

Les marchés des bureaux de contrôles seront attribués ultérieurement. Le nom des contrôleurs et leur mission seront alors communiqués au titulaire.

II.7 OPC

Une mission d'OPC a été attribuée à la société Agile Bâtiment dans le cadre du démantèlement. L'OPC de la partie réutilisation sera attribué ultérieurement.

II.8 Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

II.9 Compétences et coordination

Le titulaire assiste le maître d'ouvrage dans l'élaboration et la présentation de l'ensemble des documents, dossiers et analyses nécessaires aux prises de décisions et au respect des objectifs qu'il s'est fixé.

En interne, un pilotage de l'équipe est mis en place, avec la désignation, a minima d'une direction de projet qui assure la coordination interne de l'ensemble des spécialistes. Elle assure en particulier un recollement des analyses des spécialistes, avec une relecture pour assurer des rendus cohérents au maître d'ouvrage. Les compétences attendues sont définies dans le règlement de la consultation.

Le titulaire devra proposer un fonctionnement permettant d'assurer la continuité de service de ses prestations.

Pour l'exécution de sa mission, dans tous les domaines décrits ci-après, le titulaire est tenu de participer à toutes les réunions de travail dès lors que des questions le concernant seront abordées. Il aura lui-même l'initiative de certaines réunions chaque fois qu'il le jugera utile.

Chaque réunion devra faire l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et adressé pour relecture au maître d'ouvrage (ComUE).

Le titulaire assure la gestion documentaire de ses productions (codification, classification, transmission, etc.), ainsi que des documents ou productions en lien avec son étude.

Pour les réunions spécifiques de présentation de « rendus », il est important que les participants puissent s'imprégner des résultats en amont de la réunion afin d'en faciliter le déroulement. Le titulaire transmettra donc au comité de pilotage et une semaine avant ladite réunion une 1^{re} version de sa présentation. La version présentée en réunion pourra proposer quelques différences mineures.

II.10 Découpage du marché

Le présent marché fait l'objet d'un découpage en tranches. Les tranches prévues sont les suivantes :

Tranche ferme 1 (TF1) : Phase Initiale - Projet de démantèlement

- Conception 2024-2025
- Travaux 2025-2026

Tranche optionnelle (TO1) - Projet de réutilisation

- Programmation 2025
- Conception 2026
- Travaux 2027-2028

II.11 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article III. Descriptif de la mission

III.1 Objet de la mission

Le coordinateur de sécurité assiste directement le maître de l'ouvrage ou son mandataire dans les formalités que celui-ci doit accomplir.

Tranche ferme 1 : Démantèlement	A1	Examen des études de conception et analyse des risques
	A2	Rédaction de la Déclaration Préalable
	A3	Ouverture du registre-journal
	A4	Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO)
	A5	Elaboration du Plan Général de Coordination SPS (PGC)
	A6	Dossier de Consultation des Entreprises et analyse des offres
	B1	Assistance à l'ouverture du chantier – Inspections communes préalables
	B2	Examen et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)
	B3	Constitution et animation du CISSCT
	B4	Participation aux réunions de chantier hebdomadaire
	B5	Tenue et mise à jour du registre journal
	B6	Tenue et mise à jour du PGC
	B7	Suivi, mise à jour et finalisation du DIUO
Tranche optionnelle 1 : Réutilisation	A1	Examen des études de conception et analyse des risques
	A2	Rédaction de la Déclaration Préalable
	A3	Ouverture du registre-journal
	A4	Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO)
	A5	Elaboration du Plan Général de Coordination SPS (PGC)
	A6	Dossier de Consultation des Entreprises et analyse des offres
	B1	Assistance à l'ouverture du chantier – Inspections communes préalables
	B2	Examen et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

	B3	Constitution et animation du CISSCT
	B4	Participation aux réunions de chantier hebdomadaire
	B5	Tenue et mise à jour du registre journal
	B6	Tenue et mise à jour du PGC
	B7	Suivi, mise à jour et finalisation du DIUO

III.2 Phases d'intervention

III.2.1 Phase A : prestations pendant la phase de conception

III.2.1.1 A1 – Examen des études de conception et analyse des risques

Aux fins de donner au maître de l'ouvrage ou son mandataire une information claire sur les risques que présente l'opération vis-à-vis de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, le coordinateur de sécurité établit pour l'ensemble du chantier, après examen de l'APS ou de l'AVP, une analyse du risque, sous forme de rapport écrit.

Cette analyse du risque sera transmise au maître de l'ouvrage ou son mandataire. Elle devra être mise à jour au cours du déroulement de l'opération si de nouvelles dispositions en termes de conception ou de réalisation sont adoptées, en tant que de besoin. Une mise à jour de cette analyse est notamment attendue après examen de l'APD puis du dossier PRO.

Elle devra reprendre les rubriques suivantes :

- Les risques liés au site ;
- Les risques propres à l'activité envisagée ;
- Les risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage ;
- Les risques liés à la co-activité des entreprises du BTP (risques importés et exportés).

Il est expressément rappelé au titulaire que ces analyses doivent pouvoir être comprises par l'ensemble des partenaires de l'opération non spécialisés en matière de prévention.

III.2.1.2 A2 – Rédaction de la Déclaration Préalable

Le titulaire doit assister la maîtrise d'ouvrage pour l'établissement de la déclaration préalable (DP) (L.4532-1).

Le maître d'ouvrage adresse la DP à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBTP et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels à la date de dépôt de la demande de permis de construire.

La déclaration préalable, qui doit être affichée sur le chantier et contenir (arrêté du 7 mars 1995) :

- La date de communication
- L'adresse précise du chantier

- Les nom et adresse du maître d'ouvrage
- La nature de l'ouvrage
- Les nom(s) et adresse(s) du (des) maître(s) d'œuvre
- Les nom(s) et adresse(s) du (des) coordonnateur(s) de sécurité et de santé
- La date présumée du début des travaux
- Le délai prévisionnel d'exécution des travaux
- Les nom(s) et adresse(s) du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) ou contrat(s) déjà désigné(s)
- Les nom(s) et adresse(s) du (des) sous-traitant(s) pressenti(s)
- L'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier
- Le nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier

Le coordonnateur porte ou complète et tient à jour, dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, les informations requises aux rubriques 6° et 9° à 12° lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner complètement à la date d'envoi de la DP aux autorités compétentes.

Dans ce cadre, le coordonnateur :

- **Rédige pour le compte du maître de l'ouvrage la déclaration préalable ;**
- Veille à ce que les principes généraux de prévention définis à l'article L.4531-1 soient effectivement mis en œuvre ;
- **Assiste aux réunions de mise au point de la conception organisée par la maîtrise d'œuvre.**

III.2.1.3 A3 – Ouverture du registre-journal

Le coordonnateur ouvre le registre-journal de la coordination (article R. 4532-38 du Code du travail).

Le registre-journal est le principal moyen de communication entre le coordonnateur de sécurité et les autres partenaires de l'opération, notamment la maîtrise d'œuvre.

Il sera le support des observations ou notifications que le coordonnateur de sécurité jugera nécessaire de faire à la maîtrise d'ouvrage, aux fins de prise en compte par les différents partenaires et il comprendra :

- Les comptes-rendus des inspections communes, les consignes à transmettre ;
- Les noms et adresses des intervenants, dates d'interventions, effectifs, durées des travaux ;
- Tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données ;

- Le procès-verbal de passation des consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder s'il y a lieu.

Il est possible de créer un registre-journal « études » et un registre-journal « travaux » pour des raisons de confidentialité vis-à-vis des entreprises.

Le registre-journal de coordination sera présenté sous forme d'un carnet à pages numérotées avec un système de duplication générant trois originaux ; un exemplaire sera maintenu en permanence sur le chantier, un autre sera adressé au maître d'œuvre, la garde du troisième original étant confiée au coordonnateur de sécurité.

Une copie de ce registre-journal sera transmise au maître de l'ouvrage. Si le coordonnateur de sécurité estime que le maître de l'ouvrage est concerné par un chapitre de registre-journal, il devra attirer son attention de manière significative.

III.2.1.4 A4 – Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO)

Le titulaire doit constituer et mettre au point le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) (R. 4532-96).

Le DIUO doit être établi dès la phase de conception et mis à jour pendant l'exécution de l'ouvrage. Il rassemble, sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Il doit permettre de mieux intégrer tout au long du chantier, les conditions de sécurité de ceux qui auront à assurer l'entretien de l'ouvrage.

Le coordonnateur de sécurité devra soumettre à l'approbation du maître de l'ouvrage un modèle de DIUO.

Le coordonnateur de sécurité doit indiquer au maître de l'ouvrage les documents que devront fournir le maître d'œuvre et les entreprises pour compléter le DIUO. Il rassemble tous les documents, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Il est complété par un plan schématique de l'implantation des ouvrages (seront indiqués l'accessibilité des personnels, des matériaux et des matériels, les moyens de protection ou de manipulation à mettre en œuvre).

Doivent notamment figurer dans ce dossier, les dispositions prises pour :

- a) le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture,
- b) l'accès en couverture (arrimage, chemins de circulation, etc.),
- c) faciliter l'entretien des façades (arrimage, stabilité d'échafaudage ou de nacelle),
- d) faciliter les travaux d'entretien intérieur (interventions en hauteur, ascenseurs, canalisations et/ou vide sanitaire).

Le coordonnateur de sécurité remettra au maître de l'ouvrage, dès la fin de la phase conception, un premier projet de DIUO, qui devra comporter les réponses à l'exigence de facilité d'exécution des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le contenu du DIUO est coordonné avec le maître d'œuvre pour la définition des contenus des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) prévus à la charge du maître d'œuvre.

Le DIUO intègre le dossier de maintenance des lieux de travail prévu aux articles R4211-3 à R4211-5 du Code du travail. Le DIUO indique, s'il y a lieu, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien. Le

coordonnateur de sécurité pourra compléter, en tant que de besoin, toutes les rubriques qu'il jugera nécessaire de faire figurer au présent DIUO.

Le DIUO devra inclure :

- Une notice d'information sur la durabilité des dispositifs de protection,
- Les rapports du contrôle technique, le cas échéant, notamment en ce qui concerne les lots techniques (électricité, ascenseurs, ...).

Le second projet de DIUO sera remis au maître de l'ouvrage 10 jours avant la date prévue pour la réception de l'ouvrage. À cette date, seuls manqueront les derniers documents que les entreprises sont réputées remettre après l'exécution de l'ouvrage.

Le DIUO finalisé sera remis au maître de l'ouvrage au plus tard deux mois après la date de réception des travaux.

Le maître de l'ouvrage attire expressément l'attention du coordonnateur sur le fait que ce DIUO servira de modèle lors de la mise en place des programmes ultérieurs de travaux.

Le DIUO finalisé sera remis en version électronique et en version papier.

III.2.1.5 A5 – Elaboration du Plan général de coordination SPS (PGC SPS)

Le coordonnateur élabore le plan général de coordination (PGC) prévu à l'article L. 4532-8 du Code du travail, définissant l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entrepreneurs.

L'attention du coordonnateur de sécurité est attirée sur le fait que le PGC devra être établi **en concertation avec les maîtrises d'œuvre**, sur la base du projet (étape PRO des marchés de maîtrise d'œuvre).

Le coordonnateur définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment des installations électriques, et veille à ce que la maîtrise d'œuvre mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents acteurs qui auront à intervenir sur le chantier.

Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.

Le coordonnateur de sécurité remet aux entreprises un cadre-type de Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) en accord avec les services techniques du maître de l'ouvrage, afin de favoriser l'harmonisation ultérieure de ces documents.

Le PGC, qui est joint aux documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter (le maître d'ouvrage est tenu de mentionner que le chantier est soumis à l'obligation de PGC), énonce, notamment (R.4532-44) :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;

- Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant notamment :
 - les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles, l'adéquation du poids des appareils de levage avec la solidité des sols et l'environnement de travail,... ;
 - la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant qui comprennent les mesures arrêtées par le maître d'ouvrage concernant les dessertes en voirie, les raccordements à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, les évacuations des matières usées, etc. (R 4533-1) ;
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Il indique les conditions de vérification :

- Des installations électriques provisoires ;
- Des installations de levage le cas échéant ;
- De la stabilité mécanique des dispositifs d'étalement ;
- De la stabilité mécanique des éléments de structure en phase provisoire ;
- De la stabilité mécanique de la structure, des structures avoisinantes et du sol lors des phases de terrassement, excavation ou reprise en sous-œuvre ;
- Des dispositifs de protection contre l'incendie des chantiers.

Le PGC propose aussi les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier. Il proposera une solution pour la prise en charge de la dépense correspondante sous forme d'affectation à une entreprise déterminée.

Le PGC doit être présenté sous la forme d'un document écrit. Une copie du document sera remise au maître de l'ouvrage sur support informatique lors de la phase de consultation des entreprises, puis la phase de réception de l'ouvrage.

III.2.1.6 A6 – Dossier de Consultation des Entreprises et analyse des offres

Le coordonnateur propose les clauses à insérer dans les documents de consultation des entreprises pour être en cohérence avec les dispositions spécifiques du chantier sur la sécurité et la protection de la santé. Il participe, en concertation avec les OPC (mission complémentaire confiée à la MOE), à l'élaboration d'un plan prévisionnel d'installation de chantier.

Le coordonnateur participe à la demande du maître de l'ouvrage à l'analyse des offres (y compris les variantes) et met en évidence toutes les dispositions différentes aux documents déjà établis en fonction des propositions des entreprises.

III.2.2 Phase B : prestations pendant la période de réalisation et de réception des travaux

III.2.2.1 B1 – Assistance à l'ouverture du chantier – Inspections communes préalables

Dès qu'il a connaissance des noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous- traitants, ainsi que de la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, le coordonnateur SPS doit établir :

- Une liste des entreprises intervenantes ;
- Une analyse des plannings d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage ou son mandataire permettant de préciser l'effectif des travailleurs sur le chantier et leur durée d'intervention ;

Il procède avec chaque entreprise, avant la remise du PPSPS à une visite d'inspection commune du chantier, harmonise les PPSPS et complète le PGC le cas échéant. Il veille également à l'application des mesures de coordination sur le chantier, tient à jour le PGC et complète le DIUO.

L'inspection commune doit être réalisée avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitants et fournisseurs, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération. Le CSPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies. L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

Accès au chantier

Le titulaire organise, en concertation avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier. Il devra également tenir compte des chemins d'approvisionnement du chantier.

Modalités d'organisation du chantier

Le titulaire devra organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

A cet effet, le titulaire procède avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à son intervention, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Le CSPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies. L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire

Cette inspection commune a lieu avant la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par l'entreprise.

III.2.2.2 B2 – Examen et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Avant le début des travaux, chaque entreprise intervenante, y compris les sous-traitantes, doit élaborer un PPSPS qu'elle adresse, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché de l'entreprise au coordonnateur (Article R. 4532-57 du CDT.)

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage si ce délai n'est pas respecté.

Le coordonnateur est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de PGC, dès la notification du marché, les noms et adresses des entrepreneurs contractants. Le maître d'ouvrage informera le titulaire sur les dates de notification des marchés de travaux.

Il transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande les PPSPS établis par les autres entrepreneurs. Il transmet en outre obligatoirement aux autres entrepreneurs les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et les PPSPS de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers.

A réception des plans particuliers simplifiés, le titulaire vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination avant leur intégration dans celui-ci.

Le titulaire communique à chacune des entreprises appelées à intervenir sur le chantier dès la conclusion du marché, les noms et adresses des entrepreneurs contractants.

Il transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande, les plans particuliers établis par les autres entrepreneurs.

A chacune des phases particulières du projet :

- Il est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier ;
- Il intègre, en les harmonisant les Plans Particuliers SPS et les Plans de Prévention éventuels ;
- Il est adressé par le maître d'ouvrage, et sur leur demande, aux organismes de Prévention ;

- Il est conservé par le maître d'ouvrage pendant 5 ans.

Si le titulaire découvre des risques particuliers en cours de travaux, le coordonnateur prend toutes les mesures utiles, afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article R4532-52.

Les sujétions découlant de l'observation de ce plan sont réglées, le cas échéant, par voie d'avenants aux différents contrats passés avec les entreprises chargées de l'exécution des travaux.

Aussi souvent que nécessaire, et particulièrement pendant la phase réalisation, la présence du titulaire devra être particulièrement renforcée pour accueillir les entreprises, ainsi qu'à l'installation du chantier et au démarrage des travaux.

Le titulaire devra tenir à jour le Plan Général de Coordination et veiller à son application. Cette mise à jour fait l'objet d'une diffusion par le titulaire à l'ensemble des intervenants.

III.2.2.3 B3 – Constitution et animation du CISSCT

Le coordonnateur SPS propose au Maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT au moins 21 jours avant la date de démarrage des travaux pendant la période de préparation des travaux. (PP 30 jours minimum).

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles du Code du travail.

Il transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBT) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière des risques professionnels. Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 7 jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

III.2.2.4 B4 – Application des mesures de sécurité – Présence sur site

Le titulaire veillera à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définie ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

Le titulaire aura donc pour obligation, dans le cadre de sa mission, de :

- Participer aux réflexions relatives aux installations de chantier (base vie, clôture et sécurisation, organisation des accès, mesures visant à limiter les nuisances, réalisation des réseaux et voiries provisoires, etc.) ;
- Participer avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une réunion de coordination des différents intervenants avec les utilisateurs, afin de sensibiliser les

entreprises sur les contraintes liés à l'utilisation du site et aux modalités d'accès des utilisateurs ;

- Analyser du planning d'exécution des travaux mis au point avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre et copie au maître d'ouvrage ;
- **Participer aux réunions de chantier hebdomadaire ;**
- Réaliser de visites inopinées sur site, **à minima 2 fois par mois sur un autre jour que celui de réunion de chantier ;**
- **La présence sur site par visite de pourra être inférieure à 1h en moyenne ;**
- Signaler aux responsables des entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation ;
- Etudier avec elles, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions ;
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité ;
- Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles ;
- Contrôler la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et/ou du plomb ;
- S'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son plan particulier de sécurité (PPSPS) ;
- Provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées ;
- Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité ainsi que tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination à l'ensemble des intervenants ;
- Consigner sur le registre - journal, au fur et à mesure du déroulement de l'opération ;
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien.

Les comptes-rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières transmises à chaque entreprise intervenante sur le chantier (sous-traitants compris) qu'il fait viser par les entreprises concernées.

Les observations ou notifications que le titulaire peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.

Il est expressément convenu que le Coordonnateur SPS doit, au titre du présent marché, notifier lui-même ses observations aux entreprises concernées et qu'il lui appartient de recueillir les réponses éventuelles des entrepreneurs.

En cas de difficultés (après application de cette méthode de travail), et en particulier si ces notifications sont sans effet auprès d'une entreprise, alors le coordonnateur SPS adressera au maître d'ouvrage un courrier proposant une action coercitive à l'encontre de l'entrepreneur défaillant (le courrier sera accompagné des notifications qu'il a faites à cette entreprise et des réponses éventuelles de celle-ci).

III.2.2.5 B5 – Tenue et mise à jour du registre journal

Le Registre - journal sera mis à la disposition des intervenants sur le chantier. Après réception des travaux, le titulaire en remettra une copie au maître d'ouvrage et conservera ce Registre - journal pendant cinq (5) ans.

Le Coordonnateur SPS informera le maître d'ouvrage en temps réel de ses actions en lui adressant systématiquement (chaque semaine) une copie par mail de chaque page du registre journal. Le CSPS devra s'assurer de la bonne transmission des documents.

A travers le registre journal, le titulaire consolidera les effectifs de chantier.

III.2.2.6 B6 – Tenue et mise à jour du PGC

Le PGC est adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux. Il est tenu à jour pendant toute la durée des travaux. Il intègre, au fur et à mesure de leur élaboration, en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé élaborés par les entreprises.

III.2.2.7 B7 – Suivi, mise à jour et finalisation du DIUO

Le titulaire complètera le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le titulaire rassemblera les dossiers techniques des ouvrages exécutés et dossiers de maintenance de nature à faciliter une intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le titulaire dressera une liste complète et détaillée des documents ainsi rassemblés avant de remettre l'ensemble (liste + documents) au Maître d'Ouvrage.

Ce dossier est remis par le titulaire au maître d'ouvrage lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier et dont une copie est annexée au registre journal.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O) prévu à l'article L 4532-16 du code du travail rassemble sous bordereau tous les documents tels que plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Ce dossier intègre, le cas échéant, le D.M.L.T.

L'article R 4532 –98 du code du travail précise en outre que pour toute nouvelle opération pour laquelle un CSPS est requis, un exemplaire du DIUO est remis à ce dernier par le maître d'ouvrage. Le CSPS apporte les modifications éventuelles découlant des nouveaux travaux. (La probabilité de rencontrer ce cas de figure est de plus en plus importante compte tenu de l'ancienneté de la réglementation.)

Le deuxième projet de DIUO est remis au maître d'ouvrage au plus tard 10 jours avant la date prévue pour la réception des travaux. Le DIUO final sera remis au plus tard deux mois après la réception des travaux.

III.2.3 Phase C : Spécificités liées aux travaux en site occupé

Dans le cadre particulier d'un chantier en site occupé et/ou à proximité immédiate d'un site en exploitation, le titulaire accompagnera le maître d'ouvrage dans ses obligations à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises (Entreprise Utilisatrice, Entreprises Extérieures) présentes sur un même lieu de travail. Il accomplira notamment les missions suivantes :

- Coordonner les mesures de prévention en adéquation avec la nature des travaux en regard :
 - De l'activité de l'établissement ;
 - Des modalités administratives & pratiques déployées sur le site en exploitation ;
- Conseil le maître d'ouvrage dans la définition des mesures de prévention à prendre pour la réalisation des travaux.

Il apportera notamment sa vigilance sur les sujets suivants :

- Délimitation du chantier ;
- Matérialisation des zones dans lequel se situe le chantier, qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir ;
- Précision des voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux ;
- Définition de l'implantation des installations sanitaires, des vestiaires et des locaux de restauration auxquels auront accès les personnels du chantier ;
- Communication aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier des consignes de sécurité arrêtées avec le maître d'ouvrage ;
- Respect par les entreprises intervenant pour le compte du projet d'extension de l'organisation et du dispositif de gestion des travaux utilisé sur le site en exploitation.

Plan de prévention

Si un risque de coactivité est identifié en dehors du périmètre de chaque chantier clos, le titulaire devra rédiger un plan de prévention en application des dispositions du décret du 20 février 1992. Le plan de prévention sera rédigé par le titulaire. Il sera signé par la maîtrise d'ouvrage, le coordonnateur SPS et par les entreprises extérieures concernées par les mesures de prévention et définira les mesures de sécurité devant être prises par chacune d'elle :

- En phase préparation :
 - Participation à l'inspection commune avec le représentant du chef d'établissement :
 - Des lieux de travail ;

- Des installations et des matériels mis à la disposition par l'entreprise utilisatrice aux entreprises extérieures.
- Analyse des risques engendrés par l'opération ;
- Assistance à la rédaction des consignes de sécurité applicables à l'opération avant transmission, par le chef d'établissement aux entreprises extérieures ;
- Assistance à la rédaction du plan de prévention, lorsqu'il est requis, arrêté d'un commun accord par les employeurs ;
- Suivi des formalités d'information auprès des organismes de prévention.
- En phase exécution :
 - Participation aux réunions périodiques de coordination ;
 - Assistance à la mise à jour du plan de prévention et, le cas échéant, à la coordination des nouvelles mesures de prévention ;
 - Vérification, au cours de visites de chantier, des mesures qui ont été arrêtées dans le plan de prévention par la/les entreprises concernées ;
 - Vérification de l'adéquation des locaux mis à disposition par l'entreprise utilisatrice aux entreprises extérieures.

Le plan de prévention précisera les risques inhérents aux activités propres du bâtiment, et les dispositions à prévoir dans le cadre des travaux pour maîtriser les interférences. Il couvrira non seulement les zones de restructuration complète, constituant des chantiers clos et indépendants mais également les zones d'intervention ponctuelle le cas échéant constituant des chantiers non clos et non indépendants (ex : passage de réseaux, livraisons, ...).

Pour cela, le titulaire prendra connaissance des risques présents sur le site, en particulier ceux liés aux bâtiments. Il prendra connaissance des éventuels Documents Uniques d'Evaluation des Risques (DUER), du plan de prévention du site mais aussi autant que de besoin, prévoira des rencontres avec les gestionnaires de l'établissement.

Il communiquera aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec ces gestionnaires et les modalités pratiques associés à chacune des interventions.

Enfin, il pourra être convié (au maximum 1 fois par semestre), à participer en tant qu'expert aux réunions avec les gestionnaires concernés.

III.2.4 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier relatif aux travaux d'aménagement précités.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit au maître d'ouvrage par courrier électronique avec demande d'accusé de réception.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants précités est soumis au Maître d'Ouvrage.

III.2.5 Conditions d'exécution

L'exécution de la présente mission de coordination SPS doit respecter l'ensemble des normes et de la réglementation en vigueur à laquelle elle est soumise, notamment les articles R4532-11 à R4532-41 du code du travail.

III.2.6 Désignation du CSPS par le titulaire

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

À la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier électronique entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI, dans les conditions suivantes :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette proposition sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire par courrier électronique avec demande d'AR ;
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut, ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal **dans un délai de 30 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**. Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

Article IV. Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des clauses particulières (C.C.P.), et ses annexes techniques (dossier remis au titulaire dans le cadre de la consultation) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise de l'offre ;
- L'offre technique du titulaire (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Pièce indicative : La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

La signature de l'acte d'engagement du marché vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Article V. Durée et délais d'exécution du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 48 mois à compter de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.1 du C.C.A.G.-P.I., le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Le titulaire assistera les intervenants de projet dès les phases APS, APD, PRO, PC, ACT, DET, AOR. Il fera toute diligence pour prendre connaissance de l'opération dans les meilleurs délais.

Les délais d'exécution des prestations respectent le planning fixé par le maître d'ouvrage, dont le prévisionnel figure à l'article 1.3 ci-dessus. Les délais d'établissement et de diffusion des documents (livrables) sont définis à l'article XII.1 ci-dessous.

Article VI. Protection des données à caractère personnel - RGPD

Les règles applicables à la protection des données à caractère personnel sont fixées à l'article 5.2 du C.C.A.G.- P.I

Les parties doivent notamment se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Article VII. Prix du marché

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement.

VII.1 Éléments du prix

Conformément à l'article 10 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de la mission et tous les frais de déplacement et hébergement.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles les prestations demandées doivent être réalisées et a élaboré son prix en toute connaissance de cause.

VII.2 Révision du prix

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché (notification du marché) selon la formule suivante :

$$PR = PO (0,15 + 0,85 (A/A0))$$

où

PR = Prix révisé

PO = Prix d'origine basé sur le mois M0

A = Valeurs de l'indice de référence de l'objet du marché connu au mois de révision A0 = Valeurs de ce même indice au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Index ou Indice retenu : ING – Base 2010 paru au Journal Officiel.

Conformément à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre du titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Aucune variante n'est autorisée.

Article VIII. Mise en œuvre du marché

La notification du marché vaut démarrage des prestations de la première tranche ferme de la mission.

Par la suite, le marché sera mis en œuvre le cas échéant au moyen d'ordres de service, signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque ordre de service est transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception par le titulaire, conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-P.I.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage) pendant toute la durée du marché.

Article IX. Constatation de l'exécution des prestations

Tous les documents et rendus intermédiaires font l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

IX.1 Nature des opérations de vérification

Conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G.-P.I., les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la COMUE Lyon Saint-Etienne.

IX.2 Délai de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur a un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

IX.3 Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Conformément à l'article 28.3.1 du C.C.A.G.-P.I., pour les vérifications effectuées dans les établissements du pouvoir adjudicateur, le point de départ du délai est la date de remise, par le titulaire, des prestations au pouvoir adjudicateur.

IX.4 Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

IX.5 Décisions après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.

IX.6 Achèvement de la mission

La prestation du coordonnateur SPS s'achève, par tranche, à la finalisation et remise du DIUO en version finale au maître d'ouvrage.

L'achèvement de la mission relevant du présent marché fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Article X. Avance

Option B – article 11 du C.C.A.G.-PI

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après.

Une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. L'avance est accordée en une seule fois. Elle est calculée sur la base du montant initial HT du marché ou du bon de commande concerné lorsqu'il est supérieur à 50.000 euros H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Article XI. Modalités de règlement des comptes

XI.1 Périodicité, date d'exigibilité, facturation et paiement des acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois conformément au Code de la Commande Publique.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture) adressée au mandataire du maître d'ouvrage par le titulaire, à laquelle il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les acomptes sont mis en paiement après certification du service fait.

Calendrier et fraction d'exigibilité des acomptes :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
A1 Examen des études de conception	100%	Exigible après remise des rapports correspondants (APS/APD/PRO)
A2 Rédaction de la Déclaration Préalable	100%	Exigible après validation du document par la MOA
A3 Ouverture du Registre Journal	100%	dito
A4 Constitution du DIUO	100%	dito
A5 Elaboration du PGC	100%	dito
A6 Dossier de Consultation des Entreprises et analyse des offres	100%	dito
B1 Assistance à l'ouverture de chantier – Inspections communes préalables	% avancement des travaux	Exigible chaque mois (possibilité de fractionnement si la phase considérée fait l'objet d'un découpage en ensembles de travaux)
B2 Examen et harmonisation des PPSPS	% avancement des travaux	dito
B3 Constitution et animation du CISSCT	% avancement des travaux	dito
B4 Application des mesures de sécurité – Présence sur site	% avancement des travaux	dito

B5 Tenue et mise à jour du registre journal	% avancement des travaux	dito
B6 Tenue et mise à jour du PGC	% avancement des travaux	dito
B7 Suivi, mise à jour et finalisation du DIUO	50% 50%	Exigible après remise du 2 ^{ème} DIUO Exigible après remise du DIUO final
C1 Gestion de la coactivité avec l'exploitation – Plans de prévention	% avancement des travaux	dito

XI.2 Remise des demandes de paiement

La remise d'une demande de paiement (facture) intervient après l'admission des prestations concernées. Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. La demande de paiement établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

En complément du C.C.A.G.-P.I., il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des factures, décomptes et demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

Cette plate-forme notifie au titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

XI.3 Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures) sont établies et remises par le titulaire au mandataire du maître d'ouvrage (COMUE Lyon Saint-Etienne) conformément aux prescriptions légales et aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI.

Elles sont datées, établies en un original, et comportent notamment les indications suivantes :

- les références du marché,
- la désignation du débiteur (COMUE Lyon Saint-Etienne)
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement,
- le cas échéant, le n° du bon de commande ou de l'ordre de service concerné par la facturation,
- la nature et la date d'exécution des prestations facturées,

- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement la référence du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

XI.4 Répartition des paiements

XI.4.1 Cotraitance

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

XI.4.2 Sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Pour rappel, le sous-traitant bénéficie d'un droit au paiement direct pour toute prestation dont le montant est supérieur à 600 € TTC.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant dépose sa demande de paiement au format PDF sur la plateforme : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire, ou, à défaut, à l'expiration du délai de 15 jours si, pendant ce délai, aucun accord ni refus n'a été notifié par le titulaire.

Par ailleurs, l'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

XI.5 Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la COMUE Lyon Saint-Etienne, sauf désaccord du service gestionnaire.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

XI.6 Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

XI.7 Contestation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Article XII. Délais de remise des livrables - Pénalités

XII.1 Délais de remise des livrables

Tous les documents (livrables) sont à transmettre par le titulaire en 2 exemplaires papier dont un reproductible.

Le Maître d'ouvrage et son mandataire se réservent tout droit de reproduction de ces documents dans le cadre de l'opération liée au présent marché.

En phase travaux, les documents inhérents à la sécurité du chantier seront mis à jour a minima une fois par mois, et plus suivant les besoins et changements intervenus sur site.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au mandataire du maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Chaque participation aux réunions de chantier et chaque visite inopinée effectuée par le coordonnateur SPS est suivie de l'établissement et de la diffusion à l'ensemble des intervenants d'un compte-rendu par le CSPS.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre-Journal de la Coordination doit être accessible à la consultation sur le site d'intervention.

Délai d'établissement des documents à remettre par le titulaire :

Eléments de mission (liste des livrables)	Délais en jours calendaires	Début du délai
Analyse de l'APS et rédaction du rapport d'analyse de risques	7 jours	Réception APS
Analyse de l'APD et mise à jour du rapport d'analyse de risques	7 jours	Réception APD
Analyse du PRO et mise à jour du rapport d'analyse de risques	7 jours	Réception PRO
Déclaration préalable	7 jours	Réception PRO
Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO) et ouverture du registre journal	7 jours	Demande du maître d'ouvrage
Elaboration du Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS)	10 jours	Réception PRO
Analyse des dossier de consultation (DCE) Avis sur l'analyse des offres	5 jours	Réception DCE / rapport d'analyse des offres
Avis sur les documents remis en phase travaux	3 jours	Réception documents
Inspections communes avec chacune des entreprises, avant chaque début d'intervention d'une entreprise	7 jours	Demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre
Etablissement d'un cadre PPSPS	10 jours	Réception du DCE
Examen et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) transmis par les entreprises	2 jours	Réception de chaque PPSPS
Participation aux réunions de chantier (chaque visite est suivie de l'établissement et de la diffusion d'un compte-rendu de visite)	Délai d'établissement et de diffusion des compte-rendu : 24 heures maxi et immédiatement après la visite si le coordonnateur constate une infraction au code pouvant remettre en cause la santé des travailleurs et des usagers du site.	

Visites inopinées sur site en dehors des réunions de chantier	Délai d'établissement et de diffusion des compte-rendu : 24 heures maxi et immédiatement après la visite si le coordonnateur constate une infraction au code pouvant remettre en cause la santé des travailleurs et des usagers du site.	
Tenue du registre journal : suivi, mise à jour et remise du registre journal au fur et à mesure du déroulement de l'opération	7 jours	Demande du maître d'ouvrage
Tenue à jour et adaptation du PGC	7 jours	Dès que nécessaire
Suivi et mise à jour du DIUO, à partir de la réception du DCE. Remise d'un 2^{ème} DIUO	10 jours avant la date prévue pour la réception de l'ouvrage	
Projet final DIUO	60 jours	Réception des travaux

Si le maître d'ouvrage ou le mandataire du maître d'ouvrage demande au maître d'œuvre de réviser ses études alors la (les) nouvelle(s) version(s) de l'étude devront faire l'objet d'un avis ou d'un rapport actualisé de la part du titulaire. Ces avis ou rapports actualisés font partie des prestations dues par le titulaire dans le cadre du présent marché, sans rémunération supplémentaire.

XII.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du C.C.A.G.-P.I., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité. De même, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., en cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard et par retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., en cas d'absence injustifiée aux réunions de chantier organisées par le maître d'ouvrage (un retard de plus d'une heure est considéré comme une absence), le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 €.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution ou l'absence à une réunion organisée par le maître d'ouvrage (exemple : respects de consignes, confidentialité, etc.), la COMUE Lyon Saint-Etienne exigera, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 200 €.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), la COMUE Lyon Saint-Etienne exigera, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 200 €.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

Article XIII. Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances par la production d'une ou plusieurs attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie (précisant la nature des risques couverts et les montants des garanties) avant l'attribution du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du représentant du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XIV. Lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

En cours d'exécution du contrat :

1. Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du marché.
2. Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas ses obligations, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser sa situation (ou celle de ses sous-traitants) et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut :

- a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 €, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles [L. 8224-1](#) , [L. 8224-2](#) et [L. 8224-5](#) du code du travail.
- b) résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article XV. Régime des connaissances antérieures et des résultats

Les règles applicables aux connaissances antérieures et aux résultats produits ou réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché sont celles fixées au Chapitre 6 (articles 32 à 35) du C.C.A.G.-P.I. précité.

Article XVI. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

Article XVII. Résiliation du marché

Les règles applicables à la résiliation du marché sont celles fixées au Chapitre 7 (articles 36 à 42) du C.C.A.G.-P.I. Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

Article XVIII. Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent. Les parties au contrat s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable ; à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article XIX. Dérogations au C.C.A.G. - Prestations intellectuelles

Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) déroge aux articles suivants du C.C.A.G.-P.I. :

Articles du présent C.C.P. qui dérogent	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est dérogé
Article III.2.6	Article 3.4.3
Article 4.2	Article 10.2.4
Article 4	Article 4.1
Article 10.4	Article 28.5
Article 13.2	Articles 14.1 et 14.1.1
Article 14	Article 9.2

Article XX. Base documentaire

L'équipe de Maîtrise d'Ouvrage porte à connaissance du Titulaire les documents suivants :

Annexe 1 : Planning global de l'opération

Annexes 2 : Référentiels et compléments CCTP :

- a) Présentation architecturale – TVK 2025

Annexes 3 : Diagnostic

- a) Pré-rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition – 18-07-000516 – DEKRA 2018
- b) Pré-rapport déchets – DEKRA 20218
- c) Rapport PEMD – CylceUp 2024
- d) Diagnostic géotechnique G5 - RLY2.I.114 - Ginger CEBTP 2018
- e) Rapport de mission diagnostic structure – RLY3.I.103 – Ginger CEBTP 2018
- f) Rapports diagnostic SSP avant 2024

Annexe 4 : Plans

- a) Plan masse (PDF)
- b) Plans de niveau (DWG)
- c) Maquette 3D bâtiment (IFC/RVT2019)

Annexes 5 : Etudes et prescriptions

- a) Faisabilité technique structurelle Ingerop 2018
- b) Etat des lieux – MOE démantèlement – Ingéos 2024
- c) Etudes Site et sols pollués – Veritas 2023
- d) Etude historique ICPE Ingérop 2023

Ces documents sont disponibles au format électronique, ils devront être pris en compte dans la proposition méthodologique